

## CITIZEN

SYRIE

# Désastre humanitaire

Médecins sans frontières

**Assiégées au milieu des combats, coincées à la frontière, bombardées dans un hôpital - les populations civiles continuent à souffrir atrocement de la guerre en Syrie, rappelle MSF.**

Alors que le conflit en Syrie va bientôt entrer dans sa sixième année, le bilan humanitaire et médical suite aux violences extrêmes qu'endure la population à l'intérieur du pays est épouvantable. Entre 1,5 et 2 millions de personnes sont prises au piège dans des zones assiégées : exemple effroyable, les habitants de Madaya, une ville assiégée du nord de la Syrie, continuent à mourir de faim, en dépit des convois d'aide humanitaire qui ont finalement pu pénétrer dans Madaya. Les bombardements incessants et l'escalade des combats déclenchent également de nouveaux déplacements massifs de population et aggravent la crise humanitaire.

La situation que subissent les habitants de Madaya est un exemple extrême des conséquences des sièges qui sont imposés dans de nombreuses régions de la Syrie. Tant les forces gouvernementales que les groupes d'opposition armés encerclent de nombreuses villes et villages, empêchant tout échange entre la zone assiégée et l'extérieur, « punissant » les populations civiles prises au piège. Depuis juillet 2015, l'approvisionnement en matériel médical et médicaments indispensables, ainsi que l'évacuation des personnes malades ou blessées vers des endroits sûrs où elles pourraient être prises en charge et soignées continuent d'être impossibles.

Selon les travailleurs de santé soutenus par MSF, lesquels continuent inlassablement à soutenir la population de Madaya, au moins 50 personnes sont mortes de faim depuis le mois de décembre, dont 16 personnes décédées depuis et malgré la livraison de trois convois d'assistance humanitaire au début du mois de janvier. Le matériel médical et les médicaments essentiels, y compris la nourriture thérapeutique en quantité suffisante pour traiter les cas les plus sévères de malnutrition, ne sont toujours pas disponibles. De plus, les températures, qui descendent actuellement en dessous de zéro dans cette région montagneuse, viennent se rajouter aux souffrances existantes, en particulier pour les malades.

## Pour un accès sans entrave

« Il est totalement inacceptable que les gens continuent à mourir de faim, et que les patients dans un état critique soient toujours dans la ville, alors qu'ils auraient dû être évacués il y a des semaines », déclare Brice de le Vingne, directeur des opérations de MSF. « Les parties au conflit responsables de ces stratégies de siège doivent permettre immédiatement un accès médical et humanitaire sans entrave, conformément au droit international humanitaire. Cela comprend la levée des restrictions sur les évacuations médicales depuis ces zones », explique Brice de le Vingne.

Autre exemple accablant qui illustre l'escalade de la violence ces dernières semaines : les combats intenses dans le district d'Azaz, ville située au nord de la Syrie, qui forcent des di-

zaines de milliers de personnes à fuir en direction de la frontière turque pour y chercher refuge. Ces mouvements massifs de population saturer les camps de déplacés : la grande majorité de ces personnes en fuite se regroupent à la périphérie des camps dans des conditions épouvantables. D'après les dernières estimations disponibles, on dénombre environ 50.000 nou-

veaux arrivants en quête de sécurité dans ces zones frontalières avec la Turquie. Au moins 35.000 personnes, particulièrement vulnérables, puisqu'elles ne reçoivent pratiquement aucune aide, sont en attente à la frontière près de Kilis, sous la pluie et dans le froid.

que nous sommes en capacité de faire est malheureusement nettement insuffisant : il faut que cette situation inacceptable cesse », conclut Paul Delaunoy.

MSF demande à toutes les parties au conflit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir de nouveaux déplacements massifs de population et une aggravation de la crise humanitaire. Les combats et les bombardements dans les zones fortement peuplées doivent être arrêtés, au moins jusqu'à ce que les civils aient pu fuir et rejoindre des zones sécurisées avec un accès aux services de base. MSF accueille évidemment favorablement les propositions formulées à Munich pour une cessation des hostilités et une augmentation de l'aide humanitaire, mais à l'heure actuelle, la situation sur le terrain, notamment dans le district d'Azaz et dans la ville d'Alep, reste épouvantable. Plus de 100 personnes meurent chaque semaine des suites de blessures de guerre dans les structures médicales soutenues par MSF en Syrie : il n'y a donc pas de temps à perdre.

www.msf.lu



veaux arrivants en quête de sécurité dans ces zones frontalières avec la Turquie. Au moins 35.000 personnes, particulièrement vulnérables, puisqu'elles ne reçoivent pratiquement aucune aide, sont en attente à la frontière près de Kilis, sous la pluie et dans le froid.

## Exposés au froid et aux intempéries

« Le manque d'abri est un problème majeur. Il y a bien des camps pour les personnes déplacées, mais ils sont déjà complètement saturés. Ils n'ont pas la capacité d'accueillir de nouveaux arrivants », déclare Paul Delaunoy, directeur général de MSF. La situation sanitaire de ces milliers de personnes se dégrade de jour en jour. « Il y a un risque que les personnes déplacées, y compris les jeunes enfants et les personnes âgées, soient contraintes de vivre sans abris, exposées au froid, aux intempéries et au gel, pendant plusieurs jours au moins. Cela pourrait provoquer de graves effets sur leur santé, notamment des cas de pneumonie », explique Muskilda Zancada, chef de mission des programmes MSF en Syrie.

Les équipes de MSF dans le district d'Azaz distribuent des kits de se-

## Dernières nouvelles : hôpital bombardé !

Un hôpital soutenu par MSF et situé dans la province d'Idlib, au nord de la Syrie, a été détruit au cours d'une attaque au matin du 15 février. Au cours de deux séries de deux attaques, au moins - chacune menées à quelques minutes d'intervalle l'une de l'autre -, l'hôpital a été touché quatre fois. Au moins huit membres du personnel sont actuellement portés disparus. « Nous condamnons cette attaque qui semble avoir été délibérément menée contre une structure de santé. La destruction de cet hôpital prive d'accès aux soins les quelque 40.000 personnes vivant dans cette zone de conflit ouvert », dénonce Massimiliano Rebaudengo, chef de mission MSF. 54 personnes travaillent dans cet hôpital de 30 lits qui comprend deux blocs opératoires, un service de consultations externes et une salle d'urgences. MSF soutient cette structure depuis septembre 2015, notamment en l'approvisionnant en matériel médical et en couvrant ses coûts de fonctionnement.